

Micaela Vaerini

Docteure en droit, LL.M.

Guide pratique du droit de protection de l'adulte et de l'enfant



Stämpfli Editions

Table des matières

Avant-propos.....	V
Sommaire.....	IX
Table des matières.....	XI
Abréviations	XXIX
 Chapitre I Le mandat pour cause d'incapacité	 1
1. A quelles conditions peut-on établir un mandat pour cause d'incapacité ?.....	1
I. Exercice des droits civils du mandant	2
a) Majorité	2
b) Capacité de discernement	2
c) Absence de curatelle de portée générale	4
II. Forme olographe ou authentique	4
a) Forme olographe	5
b) Forme authentique	5
2. Qui peut être désigné comme mandataire ?	6
3. Peut-on révoquer un mandat pour cause d'incapacité ?	8
4. Que peut-on prévoir dans un mandat pour cause d'incapacité ? .	8
I. Objet du mandat	8
II. Solutions de remplacement	10
5. Les conditions de mise en œuvre du mandat pour cause d'incapacité.....	11
I. Incapacité de discernement du mandant.....	12
II. Validation du mandat par l'autorité de protection	12
b) Les conditions de la mise en œuvre du mandat sont remplies.....	13
c) Le mandataire est apte à remplir le mandat	14
III. Acceptation par le mandataire	14

6. Peut-on faire recours contre la décision de validation de l'autorité de protection ?	15
7. Quels sont les devoirs respectifs du mandant et du mandataire ?.	15
I. Devoirs du mandant	15
II. Devoirs du mandataire.....	16
8. La responsabilité du mandataire	17
9. L'intervention de l'autorité de protection	18
I. Interprétation et complément du mandat.....	18
II. Intérêts du mandant compromis ou risquant de l'être.....	19
III. Fixation de la rémunération ou correction de la rémunération fixée dans le mandat.....	20
a) Une rémunération est fixée dans le mandat	20
b) La question de la rémunération n'a pas été abordée dans le mandat	20
10. La fin du mandat	20
I. Mort.....	21
II. Recouvrement de la capacité de discernement du mandant	21
III. Résiliation par le mandataire	22
IV. Retrait des pouvoirs du mandataire par l'autorité de protection	22
 Chapitre II Les directives anticipées et la représentation dans le domaine médical des personnes incapables de discernement.....	 23
1. Que peut-on prévoir dans des directives anticipées ?	23
I. Contenu des directives anticipées	23
II. Solutions de remplacement	25
2. A quelles conditions peut-on établir des directives anticipées ?....	25
I. Capacité de discernement	26
II. Exigence de forme.....	27
3. Comment informer un tiers de l'existence de directives anticipées ?	27

4. Peut-on révoquer des directives anticipées ?	28
5. Qui peut être désigné comme représentant dans des directives anticipées ?	28
6. Quels sont les devoirs du médecin si le patient majeur ou mineur a rédigé des directives anticipées ?	29
I. Contrôler la carte d'assuré	29
II. Vérifier la validité formelle des directives	29
III. Respecter les directives	30
IV. Mention dans le dossier médical	31
V. Informer l'éventuel représentant thérapeutique	32
7. Dans quelle hypothèse les directives anticipées ont-elles une portée limitée ?	32
I. Cas d'urgence	32
II. Traitement d'un trouble psychique dans le cadre d'un placement à des fins d'assistance	33
8. Est-ce qu'on peut s'opposer à une désignation en tant que représentant thérapeutique ?	33
9. A quelles conditions l'autorité de protection peut-elle intervenir en présence de directives anticipées	34
I. Requête écrite d'un proche ou intervention d'office	34
II. Motifs prévus à l'art. 373 al. 1 CC	34
a) Non-respect des directives anticipées (art. 373 al. 1 ch. 1 CC)	35
b) Mise en danger des intérêts de la personne incapable de discernement (art. 373 al. 1 ch. 2 CC)	35
c) Les directives anticipées ne sont pas l'expression de la libre volonté du patient (art. 373 al. 1 ch. 3 CC)	36
10. La représentation des majeurs en l'absence de directives anticipées	36
I. Incapacité de discernement	36
II. Soins médicaux	37
III. Plan de traitement	37
IV. Personne habilitée à représenter l'incapable de discernement dans le domaine médical	38

V. Absence d'urgence	39
11. La personne habilitée à représenter la personne majeure incapable de discernement est-elle obligée de la représenter ?	40
12. Qui décide dans l'hypothèse où il y a plusieurs personnes habilitées à représenter une personne majeure incapable de discernement ?	40
13. Quels sont les devoirs du médecin et de la personne habilitée à représenter la personne majeure incapable de discernement en l'absence de directives anticipées ?	41
14. La responsabilité du représentant	43
15. A quelles conditions l'autorité de protection peut-elle intervenir ?	44
I. Absence de représentant	44
II. Les représentants ne sont pas tous du même avis	44
III. Les intérêts de l'incapable de discernement sont compromis ou risquent de l'être	44
16. Peut-on recourir contre les décisions de l'autorité de protection ?	45
17. La représentation des mineurs en l'absence de directives anticipées	45
18. Qui décide si les parents d'un mineur incapable de discernement sont en désaccord ?	48
19. Quels sont les devoirs du médecin et du représentant légal d'un mineur incapable de discernement en l'absence de directives anticipées ?	49
Chapitre III Le pouvoir légal de représentation du conjoint ou du partenaire enregistré	53
1. A quelles conditions peut-on représenter son conjoint ou partenaire incapable de discernement ?	53
I. Incapacité de discernement	54
II. Mariage ou partenariat	54

III.	Communauté de vie	55
IV.	Absence de mandat pour cause d'incapacité ou de curatelle.....	55
V.	Exercice des droits civils du conjoint ou partenaire.....	56
2.	Sur quels actes porte le pouvoir de représentation du conjoint ou partenaire ?	56
I.	Actes habituellement nécessaires.....	57
II.	Administration ordinaire.....	57
III.	Correspondance.....	59
IV.	Actes relevant de l'administration extraordinaire.....	60
3.	Que se passe-t-il si le conjoint a représenté une personne qui n'était pas incapable de discernement ?.....	60
4.	Est-ce le conjoint ou partenaire peut refuser de représenter l'incapable ?	61
5.	Est-ce que le conjoint ou partenaire peut demander à un tiers (par exemple : l'enfant du couple) de l'aider dans l'accomplissement de ses tâches ?.....	61
6.	A quelles conditions l'autorité de protection peut-elle intervenir ?.....	62
I.	Doutes sur la réalisation des conditions de la représentation	62
II.	Les intérêts de la personne incapable de discernement sont compromis ou risquent de l'être.....	62
7.	La responsabilité du conjoint ou partenaire	63
8.	Que se passe-t-il en cas de séparation, divorce, dissolution du partenariat, fin de la communauté de vie, mort, déclaration d'absence, perte de l'exercice des droits civils ou mise sous curatelle du représentant ?.....	64
9.	Que se passe-t-il en cas de conflit d'intérêts ?.....	65

Chapitre IV	La protection des personnes incapables de discernement résidant dans une institution.....	67
1.	Quels sont les devoirs de l'institution ?.....	67
I.	Contrat d'assistance (art. 382 CC)	68
II.	Prise en compte des souhaits de la personne incapable (art. 382 al. 2 CC)	68
III.	Protection de la personnalité (art. 386 CC)	69
a)	Contacts avec l'extérieur (art. 386 al. 1 <i>in fine</i> CC)	70
b)	Droit à une assistance extérieure (art. 386 al. 2 CC) ..	70
c)	Libre choix du médecin (art. 386 al. 3 CC).....	71
IV.	Devoirs spécifiques en cas de mise en place d'une mesure limitant la liberté de mouvement.....	72
a)	Devoir d'information.....	72
b)	Protocole.....	72
c)	Règlement interne	73
2.	Qui représente la personne incapable de discernement lors de la conclusion, la modification ou la résiliation du contrat d'assistance ?	74
3.	La responsabilité du représentant	74
4.	Que se passe-t-il si la personne incapable de discernement s'oppose à son entrée en institution ?.....	75
5.	Que faut-il comprendre par « mesure limitant la liberté de mouvement » ?.....	75
6.	A quelles conditions l'institution peut-elle limiter la liberté de mouvement du résident incapable de discernement ?.....	76
I.	Grave mise en danger de l'incapable ou d'un tiers ou la grave perturbation de la vie communautaire (art. 383 al. 1 ch. 1 CC).....	76
a)	Grave mise en danger de la personne incapable de discernement	76
b)	Grave mise en danger d'un tiers	77
c)	Perturbation grave de la vie communautaire.....	77

II. Respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité.....	77
7. Est-ce que le représentant peut exiger la mise en place d'une mesure limitant la liberté de mouvement ?	78
8. Qui peut prendre connaissance du protocole ?.....	78
9. Comment contester une mesure limitant la liberté de mouvement ?	79
I. Qualité pour agir et défendre	79
II. Compétence <i>ratione materiae et loci</i>	80
III. Forme et délai.....	80
IV. Décision attaquée	80
V. Eléments de procédure.....	81
VI. Pouvoir de l'autorité	81
VII. Voies de recours.....	81
10. Que se passe-t-il pour les contrats d'assistance conclus sous l'ancien droit ?	81
11. Est-ce que les institutions accueillant des personnes incapables de discernement sont soumises à surveillance ?	82
Chapitre V Les curatelles.....	83
1. Quels sont les types de curatelle prévus par le Code civil ?	83
I. La curatelle d'accompagnement (art. 393 CC)	83
II. La curatelle de représentation (art. 394 et 395 CC)	84
a) La curatelle de gestion du patrimoine (art. 395 CC)... ..	87
III. La curatelle de coopération (art. 396 CC)	89
IV. La curatelle de portée générale (art. 398 CC).....	90
2. A quelles conditions peut-on mettre une personne sous curatelle ?.....	93
I. Un cas de curatelle.....	93
a) Un état de faiblesse personnelle (art. 390 al. 1 ch. 1 CC).....	94
b) Un empêchement d'agir par soi-même (art. 390 al. 1 ch. 2 CC)	96

II.	Respect du principe de subsidiarité.....	97
III.	Respect du principe de proportionnalité.....	97
IV.	Respect du principe de subsidiarité au sens étroit lors du choix de la mesure et son calibrage	99
V.	Règles de procédure	100
	a) Droit applicable.....	100
	b) Obligation de communiquer.....	100
3.	Qui peut être nommé curateur ?	101
4.	Est-ce qu'un curateur peut s'opposer à sa nomination ?	103
5.	Est-ce que le curateur peut être libéré de ses fonctions en cours de mandat ?	104
I.	Libération sur requête du curateur	104
II.	Libération à l'initiative de l'autorité de protection	104
6.	Que se passe-t-il en cas de conflit d'intérêts ou si le curateur est empêché d'agir ?	105
7.	Un curateur est-il rémunéré ?	105
8.	Quels sont les devoirs d'un curateur en cours de mandat ?	106
I.	Relations avec la personne concernée.....	106
II.	Devoir de diligence	106
III.	Rapport d'activité	107
IV.	Accès au logement et à la correspondance.....	108
V.	Affaires particulières.....	108
VI.	Devoirs spécifiques du curateur en cas de gestion du patrimoine	109
	a) Inventaire des biens	109
	b) Tâches.....	110
	1° Couverture des besoins courants (art. 6 OGPCT)	113
	2° Placements pour dépenses supplémentaires (art. 7 OGPCT).....	114
	3° Conversion de placements ou de biens (art. 8 OGPCT).....	115
	4° Contrats sur le placement et la préservation de biens (art. 9 OGPCT)	115

c) Montants à disposition	116
d) Comptes.....	116
9. Quels sont les actes soumis à l'approbation de l'autorité de protection ?.....	118
10. Peut-on dénoncer les actes ou les omissions d'un curateur, ceux du tiers ou de l'office mandatés par l'autorité de protection ?.....	119
11. Qui est responsable en cas de mauvais agissements du curateur ou de l'autorité de protection ?	120
12. Que se passe-t-il en cas de décès de la personne sous curatelle ?...	122
13. Peut-on demander à l'autorité de protection de lever ou de modifier la curatelle ?	123
14. Quand prennent fin de plein droit les fonctions du curateur ?	124
15. Quelles sont les obligations du curateur au terme de ses fonctions ?	125
I. Gestion transitoire (art. 424 CC)	125
II. Rapport et comptes finaux (art. 425 CC)	125
Chapitre VI Le placement à des fins d'assistance (PAFA).....	127
1. A quelles conditions peut-on placer une personne majeure dans une institution ?.....	127
I. PAFA	127
a) Existence d'une des causes de placement	127
b) Besoin d'assistance personnelle ou de traitement à fournir en institution	128
c) Institution appropriée.....	129
II. Placement en établissement en vue de la réalisation d'une expertise	130
2. Qui peut ordonner un PAFA ?	130
a) L'autorité de protection	130
b) Le médecin	130
3. A quelles conditions prend fin un PAFA ?	132

4. Est-ce qu'on peut retenir en institution une personne majeure qui y est entrée de son plein gré ?	133
5. Une personne de confiance peut-elle assister la personne majeure placée en institution ?	135
6. A quelles conditions peut-on administrer des soins médicaux à une personne majeure qui a été placée à des fins d'assistance ?	136
I. Personne placée en institution en raison d'une déficience mentale ou d'un grave état d'abandon	136
II. Personne placée ou retenue en institution en raison de troubles psychiques	137
a) Le défaut de traitement met gravement en péril la personne concernée ou un tiers	138
b) La personne concernée n'a pas la capacité de discernement	139
c) Il n'existe pas de mesures appropriées moins rigoureuses	139
7. A quelles conditions peut-on limiter la liberté de mouvement d'une personne majeure placée à des fins d'assistance ?	140
8. A quelles conditions peut-on prendre des mesures ambulatoires ?	141
9. Quelles sont les voies de recours contre un PAFA ?	141
10. La responsabilité en matière de placement à des fins d'assistance.	144
11. A quelles conditions l'autorité de protection peut placer un mineur en institution ?	144
I. Mineur sous autorité parentale	144
II. Mineur sous tutelle	146
Chapitre VII La protection de l'enfant	147
1. Quelles mesures peut prendre l'autorité de protection pour protéger l'enfant ou ses biens ?	147
I. Mesures protectrices au sens étroit	147
II. Curatelles	147
a) Curatelle d'assistance éducative (art. 308 al. 1 CC)	148

b)	Curatelle de représentation à des fins spéciales (art. 308 al. 2 CC).....	148
c)	Curatelle de surveillance des relations personnelles (art. 308 al. 2 <i>in fine</i>).....	149
d)	Curatelle de représentation dans la procédure (art. 314a ^{bis} CC).....	150
e)	Curatelle selon l'art. 306 CC.....	151
f)	Curatelle d'administration des biens de l'enfant	151
g)	Curatelle selon l'art. 544 CC	152
h)	Curatelle en cas d'adoption internationale (art. 17 LF-CLaH)	152
III.	Retrait du droit de déterminer le lieu de résidence de l'enfant	153
a)	Placement chez des parents nourriciers, dans une institution ou à la journée.....	154
b)	Placement en institution fermée ou en établissement psychiatrique	155
IV.	Retrait de l'autorité parentale	155
a)	Retrait d'office (art. 311 CC).....	155
b)	Retrait avec le consentement des parents (art. 312 CC).....	156
V.	Protection des biens de l'enfant.....	156
a)	Administration des biens (art. 318 CC)	156
b)	Prélèvements sur les biens de l'enfant (art. 320 CC) ...	157
c)	Réserve héréditaire (art. 322 CC).....	157
d)	Mesures de protection (art. 324 CC).....	157
VI.	Mesures de tutelle (art. 327a ss CC).....	158
2.	A quelles conditions l'autorité de protection nomme-t-elle un tuteur ?.....	158
3.	Qui peut être nommé tuteur ?.....	159
4.	Est-ce qu'un tuteur peut s'opposer à sa nomination ?	159
5.	Quelles sont les fonctions du tuteur ?.....	160
I.	Représentation de l'enfant.....	160
II.	Soins, éducation, entretien, lieu de séjour.....	161
III.	Administration du patrimoine.....	161

IV. Devoirs généraux découlant du droit de la protection de l'adulte	162
a) Devoir de diligence et obligation de conserver le secret	162
b) Rapport d'activité	162
c) Devoir d'information	163
6. Quel est le domicile d'un enfant sous tutelle ?	163
7. Les parents d'un enfant sous tutelle peuvent-ils entretenir des relations avec ce dernier et se renseigner à son sujet ?	163
8. Peut-on agir contre un acte ou une omission du tuteur ?	164
9. Quand est-ce que la tutelle prend fin ?	164
Chapitre VIII Organisation et procédure.....	165
1. Organisation.....	165
2. Compétence <i>ratione loci</i>	165
3. Compétence <i>ratione materiae</i>	168
4. Procédure devant l'autorité de protection	171
I. Droit applicable.....	171
II. Droit et devoir d'aviser	171
a) Droit d'aviser l'autorité de protection	172
b) Devoir d'aviser l'autorité de protection	173
III. Maximes de la procédure	174
IV. Mesures provisionnelles	176
V. Droit d'être entendu	177
a) Audition de la personne concernée et représentation dans la protection de l'adulte	177
b) Audition de la personne concernée et représentation dans la protection de l'enfant	179
c) Droit de consulter le dossier.....	181
VI. Expertise effectuée dans une institution.....	182
VII. Règles spécifiques à la protection de l'enfant.....	182
VIII. Règles spécifiques à la protection de l'adulte.....	183
IX. Règles spéciales en matière de PAFA	183

5. Recours contre les décisions de l'autorité de protection.....	183
I. Qualité pour recourir	184
II. Motifs, forme et délai.....	185
III. Effet suspensif.....	187
IV. Règles spéciales en matière de PAFA	187
6. Recours au Tribunal fédéral	188
7. Exécution	189
8. Obligation de collaborer	190
Chapitre IX Jurisprudence	193
1. Protection de l'adulte.....	193
1. Arrêt 5A_360/2013 du 25 juillet 2013.....	193
2. Arrêt 5A_663/2013 du 5 novembre 2013.....	193
3. Arrêt 5A_667/2013 du 12 novembre 2013.....	193
4. Arrêt 5A_699/2013 du 29 novembre 2013.....	193
5. ATF 140 III 1	193
6. Arrêt 5A_706/2013 du 5 décembre 2013	194
7. ATF 140 III 49.....	194
8. Arrêt 5A_683/2013 du 11 décembre 2013	194
9. ATF 140 III 92.....	195
10. ATF 140 III 97	195
11. Arrêt 5A_691/2013 du 14 janvier 2014.....	195
12. Arrêt 5A_787/2013 du 31 janvier 2014.....	195
13. ATF 140 V 136	195
14. Arrêt 5A_967/2013 du 4 mars 2014	195
15. Arrêt 5A_773/2013 du 5 mars 2014	196
16. Arrêt 5A_101/2014 du 6 mars 2014	196
17. Arrêt 5A_4/2014 du 10 mars 2014	196
18. Arrêt 5A_110/2014 du 19 mars 2014	196
19. Arrêt 5A_151/2014 du 4 avril 2014	196
20. Arrêt 5A_186/2014 du 7 avril 2014	196
21. Arrêt 5A_290/2014 du 14 mai 2014	196
22. ATF 140 III 289	197
23. Arrêt 5A_211/2014 du 14 juillet 2014.....	197

24.	Arrêts 5A_478/2014 et 5A_479/2014 du 15 juillet 2014 ..	197
25.	Arrêt 5A_451/2014 du 22 juillet 2014.....	197
26.	Arrêt 5A_954/2013 du 11 août 2014.....	197
27.	Arrêt 5A_414/2014 du 15 août 2014.....	198
28.	Arrêt 5D_100/2014 du 19 septembre 2014.....	198
29.	Arrêt 5A_617/2014 du 1er décembre 2014	198
30.	Arrêt 5A_714/2014 du 2 décembre 2014.....	198
2.	Placement à des fins d'assistance.....	198
31.	Arrêt 5A_189/2013 du 11 avril 2013	198
32.	Arrêt 5A_254/2013 du 17 avril 2013	198
33.	Arrêt 5A_346/2013 du 17 mai 2013	199
34.	Arrêt 5A_188/2013 du 17 mai 2013	199
35.	Arrêt 5A_290/2013 du 3 juin 2013.....	199
36.	ATF 139 III 257.....	199
37.	Arrêt 5A_469/2013 du 17 juillet 2013.....	199
38.	Arrêt 5A_327/2013 du 17 juillet 2013.....	199
39.	Arrêt 5A_485/2013 du 30 juillet 2013.....	200
40.	Arrêt 5A_519/2013 du 2 août 2013	200
41.	Arrêt 5A_638/2013 du 20 septembre 2013	200
42.	Arrêt 5A_609/2013 du 23 septembre 2013	200
43.	Arrêt 5A_687/2013 du 27 septembre 2013	200
44.	Arrêt 5A_666/2013 du 7 octobre 2013	200
45.	Arrêt 5A_755/2013 du 21 octobre 2013	200
46.	Arrêt 5A_675/2013 du 25 octobre 2013	200
47.	Arrêt 5A_614/2013 du 22 novembre 2013.....	201
48.	Arrêt 5A_849/2013 du 27 novembre 2013.....	201
49.	Arrêt 5A_900/2013 du 11 décembre 2013	201
50.	ATF 140 III 101	201
51.	Arrêt 5A_9/2014 du 12 février 2014	201
52.	ATF 140 III 105.....	201
53.	Arrêt 5A_212/2014 du 1er avril 2014	201
54.	Arrêt 5A_391/2014 du 23 mai 2014.....	202
55.	ATF 140 III 105.....	202
56.	ATF 140 III 167.....	202
57.	Arrêt 5A_355/2014 du 2 juin 2014.....	202
58.	Arrêt 5A_444/2014 du 26 juin 2014.....	202

59.	Arrêt 5A_497/2014 du 8 juillet 2014	202
60.	Arrêt 5A_500/2014 du 8 juillet 2014	202
61.	ATF 140 III 385	202
62.	Arrêt 5A_719/2014 du 29 septembre 2014	203
63.	Arrêt 5A_390/2014 du 6 octobre 2014	203
64.	Arrêt 5A_871/2014 du 18 novembre 2014.....	203
65.	Arrêt 5A_840/2014 du 12 novembre 2014.....	203
3.	Protection de l'enfant.....	203
66.	Arrêt 5A_932/2012 du 5 mars 2013	203
67.	Arrêt 5A_663/2012 du 12 mars 2013	204
68.	Arrêt 5A_130/2013 du 15 avril 2013	204
69.	Arrêt 5A_361/2013 du 11 juillet 2013.....	204
70.	Arrêt 5A_473/2013 du 6 août 2013	204
71.	Arrêt 5A_212/2013 du 5 septembre 2013	204
72.	ATF 139 III 516.....	204
73.	Arrêt 5A_463/2013 du 26 septembre 2013	204
74.	Arrêt 5A_615/2013 du 2 décembre 2013	204
75.	Arrêt 5A_729/2013 du 11 décembre 2013	205
76.	Arrêt 5A_742/2013 du 24 décembre 2013	205
77.	Arrêt 5A_670/2013 du 8 janvier 2014	205
78.	ATF 140 III 92.....	205
79.	ATF 140 III 343.....	205
80.	ATF 140 III 145.....	205
81.	ATF 140 III 241	206
82.	Arrêt 5A_827/2013 du 7 mars 2014	206
83.	Arrêt 8D_4/2013 du 19 mars 2014.....	206
84.	Arrêt 5A_869/2013 du 24 mars 2014	206
85.	Arrêt 5A_979/2013 du 28 mars 2014	206
86.	Arrêt 5A_875/2013 du 10 avril 2014.....	206
87.	Arrêt 5A_40/2014 du 17 avril 2014	207
88.	Arrêt 5A_378/2014 du 30 juin 2014.....	207
89.	Arrêt 5A_429/2014 du 2 juillet 2014.....	207
90.	Arrêt 5A_369/2014 du 7 juillet 2014.....	207
91.	Arrêt 5A_428/2014 du 22 juillet 2014.....	207
92.	ATF 140 III 529.....	207
93.	Arrêt 5A_254/2014 du 5 septembre 2014	207

94.	Arrêt 5A_621/2014 du 11 novembre 2014.....	207
95.	Arrêt 5A_614/2014 du 20 novembre 2014.....	208
96.	Arrêt 5A_782/2014 du 5 décembre 2014.....	208
97.	Arrêt 5A_665/2014 du 23 décembre 2014.....	208
98.	Arrêt 5A_780/2014 du 9 janvier 2015	208
4.	Jurisprudences cantonales : sélection d'arrêtés.....	208
99.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 5 avril 2013	208
100.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Neuchâtel, CMPEA, du 8 mai 2013.....	208
101.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Neuchâtel, CMPEA, du 27 mai 2013.....	208
102.	Arrêt du Kindes- und Erwachsenenschutz-gerichts du Canton de Berne, du 8 avril 2013	209
103.	Arrêts du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 24 mai 2013 et 27 janvier 2014	209
104.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 4 juillet 2013	209
105.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 30 décembre 2013	209
106.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 28 janvier 2014.....	209
107.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 20 février 2014	209
108.	Arrêts du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 21 et 25 février 2014.....	210
109.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 21 février 2014	210
110.	Arrêt du Kindes- und Erwachsenenschutzgericht du Can- ton de Berne, du 6 août 2014	210
111.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 9 mai 2014	210
112.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 28 juillet 2014	210
113.	Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 5 décembre 2014	210

114. Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 16 décembre 2014	211
115. Arrêt du Tribunal cantonal du canton de Vaud, chambre des curatelles, du 5 janvier 2015.....	211
Bibliographie	213